



# Faire le Point :

*Ensemble, les communautés et le gouvernement  
veillent à la sécurité  
et au bien-être de la collectivité*

## Les indicateurs clé à étudier et la gestion des données

*Le présent rapport résume un important travail de recherche qu'a rédigé John Palmer en association avec Katherine Clough et Diane Griffin*

### Introduction

Le but du projet « Faire le point » consiste à établir une approche à effets multiples pour rendre les collectivités sécuritaires en supprimant les causes du crime par l'entremise du changement social. Quand on parle des causes, on veut dire les facteurs de risque qui font que les gens auront une tendance à commettre des crimes ou en devenir des victimes. Les activités de changement social qui réduisent ces facteurs de risque peuvent émaner de la collectivité, des corps policiers, des gouvernements ou du travail de coopération.

On a écrit beaucoup de choses sur la prévention du crime par l'entremise du changement social et sur les liens entre les facteurs et la santé et la sécurité. Certaines des inquiétudes sont d'ordre social, par exemple :

- Les gens qui ne font pas partie du grand public
- Les gens qui sont victimisés plus d'une fois
- Le manque de respect envers les autres, et
- La peur d'être la victime d'un crime

### Description de ce travail de recherche

L'objectif de ce volet de la recherche est de trouver des moyens de mesurer les façons dont les activités du changement social qui augmentent le bien-être contribuent à la diminution du crime. Nous pouvons utiliser des signes ou des « indicateurs » qui nous donneront de

l'information sur notre statut. Par exemple, on sait qu'une personne est malade lorsqu'elle fait de la température : signe ou indicateur de la maladie. Si l'information devait changer, elle montre qu'on peut faire le suivi de quelque chose. Ça veut aussi dire que nous pouvons étudier plusieurs collectivités au même moment et comparer leur état.

Munis de bonnes informations, nous pouvons suivre les changements du :

- nombre et du type d'actes criminels
- nombre et du type de victimes
- sentiment que les gens ressentent lorsqu'il s'agit de crime et de sécurité

La tâche consiste à trouver les indicateurs « clé » ou les plus importants qui pourront nous aider à :

- recueillir des informations sur l'efficacité des améliorations sociales qui réduiraient le crime
- créer un système de gestion des informations
- mettre sur pied une façon pratique de planifier un système de mesure des facteurs « clé ».



Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'IPÉ et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.

## Les difficultés du repérage et du suivi des changements

Il est très difficile de suivre l'évolution des changements que cause l'amélioration sociale car ils sont multiples et ils ne sont pas simples. L'information touchant ces changements peut ne pas être directement utile lorsque vient le temps de prendre des décisions sur des nouvelles politiques ou des nouveaux programmes.

Nous distinguons deux types de « facteurs de risque » qui ont un effet sur les possibilités de commettre un crime. Ces facteurs sont ceux que les gens se trouvent dans des situations dans lesquelles ils risquent davantage de vivre un problème :

- le premier type est de nature sociale et comprend la pauvreté ou le décrochage scolaire
- le deuxième type renferme les éléments qui engendrent un risque de crime dans l'immédiat, notamment l'usage de l'alcool ou de drogues et les biens qui sont mal protégés;

## Les indicateurs

Les **indicateurs** sont des « morceaux » qui montrent les façons dont un système fonctionne. On peut enregistrer l'information pendant plusieurs années pour y déceler une progression possible. Certains des indicateurs peuvent être utilisés au suivi des facteurs de risque de crime, notamment :

- une baisse du nombre d'enfants vivant dans la pauvreté
- des meilleures techniques de parentage et plus de projets de soutien à la famille
- des programmes d'aide aux familles plus nombreux
- de l'aide à la recherche d'emploi pour les jeunes
- un nombre croissant de jeunes qui obtiennent leur diplôme d'études secondaires
- une diminution de l'usage d'alcool ou de drogues
- des maisons et des collectivités mieux conçues
- des meilleurs logements sociaux
- une réduction du taux de maisons vides
- un plus grand nombre d'usagers des espaces publics et des parcs
- une meilleure protection pour les cartes de crédit
- un accès réduit aux armes à feu
- une inclusion plus grande, notamment moins de racisme



Pendant notre étude, nous nous sommes penchés sur ces types d'indicateurs. Nous avons aussi gardé en ligne de compte l'état actuel de l'information sur l'Île, y compris les programmes, les gens qui pourraient faire le travail et les données existantes.

Nous avons interrogé des gens qui en connaissent beaucoup sur le crime et ses causes. Nous avons aussi étudié les données -ou l'information- qu'on peut obtenir des gouvernements provincial et fédéral. Il n'y a pas de programmes unitaires qui permettent aux services d'information d'emmagasiner et d'utiliser les données de la même façon.



## Se doter de données à l'Île-du-Prince-Édouard : quelques difficultés

Nous constatons qu'il n'est pas toujours facile d'obtenir de l'information à l'Île-du-Prince-Édouard pour des raisons diverses, notamment :

- le manque de financement et de personnes qui peuvent travailler sur des projets à long terme;
- les multiples façons de définir le terme « collectivité » puisque tout dépend du type de problème envisagé, les agences effectuent des recherches de manière différente. Ainsi, il est difficile d'agencer les informations obtenues.

## Des façons de mesurer

**Les façons de mesurer** – Nous avons étudié deux systèmes de suivi de l'information dont l'un suit une grande quantité de données et l'autre se penche sur les résultats des actions de changement social.

- Le premier des ces systèmes suit une très grande quantité d'indicateurs de toute sorte sur les facteurs sociaux touchant la sécurité dans la collectivité. Citons comme exemple le projet *Community Accounts* de Terre-Neuve-et-du-Labrador. On pourrait croire que ce système est idéal. Cependant, il est très vaste. Par conséquent, en essayant de satisfaire les besoins de trop de personnes qui utilisent l'information, on risque de ne pas satisfaire personne.
- L'autre système sert à mesurer les résultats des actions qu'ont entreprises les gouvernements et les collectivités. Des exemples de ce système se trouvent dans le rapport intitulé « Crime Prevention Performance Indicators » préparé en 1988 pour le service de police Ottawa-Carleton.

## Des recommandations

L'approche de mesurage « *Community Accounts* » qui enregistre tous les facteurs importants à l'échelle de la collectivité n'est pas une méthode facile. On ne sait pas si l'Île-du-Prince-Édouard a besoin d'un système de suivi de statistiques si élaboré pour réduire le crime et améliorer la sécurité publique.

On devrait plutôt accentuer les façons de mesurer le succès de chacune des actions au fur et à mesure qu'elles progressent afin de déterminer leur efficacité en terme d'amélioration de la sécurité dans les collectivités. Tout devrait demeurer le plus simple possible. Ainsi, on devrait s'abstenir de créer un système trop complexe. On pourrait donc accentuer les résultats et les actions entreprises.





# Faire le Point :

*Ensemble, les communautés et le gouvernement  
veillent à la sécurité  
et au bien-être de la collectivité*

## La Province peut :

- améliorer les rapports qu'elle offre aux gens sur le statut du crime,
- mesurer l'efficacité de chacune des actions et chacun des programmes de réduction du crime à l'échelle de la collectivité. On devrait effectuer des sondages dans les collectivités, plus particulièrement au début des programmes de prévention. On pourrait ainsi mesurer leur efficacité.

## Les collectivités peuvent :

- concevoir, avec les gouvernements provincial et fédéral, des façons de mesurer les résultats des programmes pour établir le niveau de réduction du crime que causent les programmes de changement social,
- participer à la présentation des sondages et donner aux paliers du gouvernement des opinions sur la satisfaction de leurs besoins

## Recommandations

Nous recommandons que le gouvernement provincial :

1. produise un rapport provincial annuel « complet » sur le crime Il pourrait comprendre des données telles que les types de crimes commis, le nombre de personnes accusées et la durée de leurs sentences. Il devrait aussi montrer les liens avec les programmes d'action sociale et souligner les tendances des indicateurs sociaux et de crime. La quantité d'informations sur le crime qu'auraient les Insulaires serait alors augmentée.

2. entreprenne des discussions sur les personnes qui pourraient gérer un système de mesure de l'information. L'agence qui recueillera les données et qui les partagera devrait autant que possible pouvoir agir sans l'intervention du gouvernement. Les gens sentiraient alors que l'information est crédible, qu'on peut s'y fier.

3. entreprenne des discussions sur la création d'un ensemble normalisé « d'indicateurs » et un système de mesure pour tous les projets touchant le crime et la sécurité publique. La « norme » serait basée sur des lignes directrices reconnues et issues de la recherche ou de la pratique nationale et permettrait par conséquent de comparer les données à long terme. Les indicateurs devraient être établis sur les informations connues en matière de facteurs économiques et d'action sociale. On pourrait exiger un système de suivi de la progression. Il servirait à obtenir du financement pour des projets gérés par la collectivité et les organismes sans but lucratif. Les indicateurs pourraient aussi servir dans tous les projets qu'entreprendra le gouvernement.

To see the full research document, or the English version, go to the website address: <http://www.clapei.ca>

Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'IPÉ et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.



Ce projet reçoit l'appui du Bureau du solliciteur général de l'IPÉ et de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement canadien.